



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université de Paris

Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-
Mourier, Robert Debré, Saint Louis & P. Doumer

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance
Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Monsieur le Directeur du GHU AP-PH. NORD – Université
Paris Cité

Lieu d'exécution

Hôpital R. DEBRE
48, boulevard Sérurier
75019 PARIS

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
1.2. Type et montant.....	3
1.3. Durée.....	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS	5
ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	5
ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION	7
5.1. Commandes	7
5.2. Livraisons	8
5.3. Réception	8
ARTICLE 9 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ	12
9.1. Contrôle.....	12
9.2. Suivi du marché.....	12
9.3. Modifications du marché public.....	12
9.4. Modification de références en cours de marché	13
9.5. Insertion de prestations nouvelles	13
9.6. Garantie	13
ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	13
10.1. Certificats.....	13
10.2. Secret professionnel	14
10.3. Accès aux établissements – Identification	14
10.4. Grèves	14
10.5. Diffusion des fiches techniques	14
10.6. Vente à des tiers.....	15
ARTICLE 11 : FACTURATION – PAIEMENT.....	15
11.1. Facturation.....	15
11.2. Paiement.....	15
11.3. Avances.....	16
ARTICLE 12 : ASSURANCES.....	16
ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE.....	16
ARTICLE 14 : PENALITES - RESILIATION	16
14.1. Pénalités.....	16
ARTICLE 15 : DEROGATIONS.....	17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1. Objet

Le marché a pour objet la **Fourniture, livraison, installation et mise en service des automates de remplissage des poches de nutrition parentérale pour l'unité de production, fourniture de consommables captifs et maintenance associés**, de l'Hôpital R. DEBRE, nécessaire aux besoins du Groupe Hospitalier Universitaire Paris Nord - Université de Paris, de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2131-16 R2131-17 R2131-18, R2124-2, R2161-2 R2161-3 R2161-5 et R2161-4 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord cadre formalisé passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est (partiellement) assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique).

En l'espèce, le marché comporte :

- la réalisation des prestations de **Fourniture, livraison, installation et mise en service des automates de remplissage des poches de nutrition parentérale pour l'unité de production**
- la réalisation des prestations de **fourniture de consommables captifs et**
- la réalisation des prestations de **maintenance associée**

Le montant maximum de dépenses couvertes par bons de commande est fixé comme ci-dessous sur l'ensemble de la durée du marché, conformément à l'article R 2162-4 du Code de la Commande Publique, décomposé comme suivant :

- **Fourniture, livraison, installation et mise en service des automates : montant minimum : 0, montant maximum 400 000€HT/4ans**
- **Achat de consommables : montant minimum : 0, montant maximum 1080 000€HT/4ans**
- **Maintenance : montant minimum : 0, montant maximum 180 000€HT/4 ans**

Soit un maximum total de **1 660 000€ht/4ans**, pour toutes les prestations de l'accord-cadre.

1.3. Durée

Le marché/l'accord-cadre prendra effet à compter de sa notification au titulaire (conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique) au titulaire pour une durée de 2ans reconductible tacitement 2 fois pour une durée d'un an chaque fois, soit une durée de 4ans.

La réalisation complète des prestations est prévue comme suivant :

- **garantie** qui démarrera à compter de la mise en service de l'équipement/des équipements, (année 1), en ce qui concerne l'acquisition(s) initiale(s), une nouvelle période de garantie (un an) fera suite à l'acquisition d'un nouvel équipement en cours d'exécution de l'accord-cadre.
- réalisation des prestations de **maintenances associées** (années 2, 3 et 4),
- réalisation des prestations de **fourniture de consommables** (pendant toute la durée de l'accord-cadre)

La réalisation des prestations de fourniture de consommables commencent à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

2.1. Allotissement

L'acheteur décide de ne pas allotir conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique du fait du caractère indivisible de la prestation.

2.2. Tranches

Le marché / l'accord-cadre n'est pas décomposé en tranche.

2.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché comporte les Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) **obligatoires** suivantes :

- 1) Extension de garantie des automates/ coût annuel
- 2) Fourniture d'un système back up d'implémentation des formules de préparations en cas de panne réseau (équipements isolés informatiquement).

Il est prévu les Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) **facultatives** suivantes :

- 1) Fourniture d'une solution disposant de ports USB accessibles aux utilisateurs pour le recueil de données de production ou l'alimentation des formules.
- 2) Fourniture d'une solution complémentaire de contrôle qualité des préparations « en ligne », intégration possible à l'automate de préparation à posteriori.

L'acheteur notifie au titulaire les PSE qu'il décide de retenir parmi cette liste. Cette notification intervient concomitamment à celle du marché.

2.4. Variante(s)

Le dépôt de variantes n'est pas autorisé.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières et techniques ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- les bons de commande
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.
- tout document déposé avec l'offre.

Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS


Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux services et quantités réellement exécutés et/ou livrés.

Ainsi, le contrat est rémunéré soit à :

- Prix forfaitaires rémunérant les prestations forfaitaires figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Prix unitaires (y compris la main d'œuvre, le déplacement et les pièces) figurant dans le bordereau des prix unitaires « hors forfait » (partie à bons de commande), selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière de l'Acte d'engagement.

4.1. Composition des prix

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe à l'Acheteur.

	Fourniture, livraison, installation et mise en service des automates de remplissage des poches de nutrition parentérale pour l'unité de production, fourniture de consommables captifs et maintenance associés Hôpital R. DEBRE Procédure : AOO	Page 6 sur 17
---	--	---------------

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

- Le prix unitaire des déplacements inclut l'ensemble des frais afférents au déplacement des agents du titulaire ;
- Le prix unitaire relatif à l'heure de main d'œuvre inclut l'ensemble desdits coûts de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds ;
- Le prix unitaire relatif à un équipement ou à un consommable comprend l'ensemble des frais annexes, notamment ceux afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport et à la manutention jusqu'au lieu de la prestation ainsi qu'aux éventuels installations, essais, formations... de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds.

4.2. Variation des prix

A compter de l'année N+1, les prix de l'accord-cadre sont **révisables annuellement** chaque année à la date anniversaire du marché (le mois à considérer étant le mois Mo précisé à l'Acte d'engagement) suivant :

- La formule de révision est établie à partir de l'indice X selon la règle suivante :

$$P = P_o (0,2 + 0,8 (x / x_o))$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P_o = prix initial du marché

X_o = valeur de l'indice au mois Mo inscrit sur l'Acte d'engagement

X = valeur du même indice à la date anniversaire du marché.

L'indice à utiliser est :

Intitulé de la série	Identifiant
Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements	010534841

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Le cas échéant, le pourcentage de remise sur catalogue, fixé à l'annexe financière comportant les prix resteront inchangés pendant toute la durée d'exécution du marché.

Clause butoir :

La révision de prix est néanmoins assortie d'une clause butoir fixée à 3%.

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

- La révision de prix se fera à la demande du titulaire sur présentation par celui-ci (au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché) d'un nouveau bordereau des prix faisant apparaître ses prix révisés dans la limite de clause de sauvegarde fixée à 3% par an.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Les prix ainsi révisés resteront fermes jusqu'à application d'une nouvelle révision.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 3%, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Clause de prix promotionnels :

Le titulaire qui applique une promotion sur son tarif général doit en faire bénéficier l'APHP à condition que :

- Les produits faisant l'objet de la promotion soient présents sur le marché
- Les prix résultant de la promotion soient inférieurs aux prix applicables sur le marché.

Dans ce cas, le titulaire doit adresser au minimum 7 jours avant la mise en œuvre, le tarif promotionnel en lui indiquant la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif sera annexé au marché sans qu'il ne soit nécessaire d'établir une modification de marché.

Les factures émises devront faire explicitement référence au tarif promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix contractualisés au marché entreront de nouveau en vigueur.

4.3. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

5.1. Commandes

Elles seront transmises au titulaire par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par l'Acheteur.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder la durée de 3 mois après la fin du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché (soit date de la notification).

Si le titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

5.2. Livraisons

La première livraison pourra avoir lieu dès la date de prise d'effet du marché.

La dernière livraison ne pourra avoir lieu que : *au maximum trois mois au plus tard après la période de validité du marché*

Elles seront effectuées directement aux magasins et / ou dans les services des groupes hospitaliers, des pôles d'intérêt commun ou les services du siège suivant les besoins au jour et heure demandés, et seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

Chaque livraison devra impérativement être accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le n° du marché, établis en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire. Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- la date d'expédition ;
- la référence du bon de commande ou de l'ordre de service (n° et date) ;
- l'identification du titulaire du marché ;
- l'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ;
- le n° du marché.
- le n° du ou des lots de fabrication dans les cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage

Les livraisons seront effectuées en accord avec le responsable d'approvisionnement de l'hôpital ou service et selon les conditions définies par celui-ci.

Les fournisseurs faisant appel à un transporteur devront lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

5.3. Réception

La réception et le contrôle des livraisons sont assurés par le service réceptionnaire, conformément au Chapitre IV du cahier des clauses administratives générales en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

La période de garantie (année 1) commencera à l'issue de la mise en service de l'Automate, après constatation par un procès-verbal d'admission après installation complète de l'Automate.

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières et observée à la réception par l'hôpital pourra entraîner un refus de livraison.

ARTICLE 6 : OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la personne qui aura été désignée par l'Acheteur. Ces vérifications sont destinées à constater que les prestations répondent aux stipulations du marché. Si des travaux d'installation sont commandés au Titulaire, les opérations de vérifications des travaux et celles des équipements seront menées de façon distincte, avec un procès-verbal d'admission et un procès-verbal de réception définitive distincts.

6.1. Opérations de vérification des équipements

Par dérogation aux articles 28 et 30 du CCAG FCS, les opérations de vérification des équipements se déroulent de la façon suivante.

- **La mise en ordre de marche**

L'installation et la mise en ordre de marche des équipements (**automates**) sont réalisées par le titulaire dans les 15 jours suivant la livraison ou sur la base d'un calendrier convenu d'un commun accord entre l'Acheteur et le Titulaire.

Le titulaire remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'Acheteur et, lui indique s'il sera présent ou non aux opérations de vérification. Le PV de la mise en ordre de marche vaudra PV de réception.

La mise en ordre de marche inclut la fourniture des prestations annexes fournies (documentation et formation).

- **La mise en service**

Dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la mise en ordre de marche ou à une date choisie d'un commun accord entre le titulaire et la personne désignée par l'Acheteur pour être en charge du déploiement des équipements, il sera procédé aux opérations tendant à vérifier que les équipements présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché et de l'offre du titulaire.

A l'issue de la période de vérification de 30 jours, l'Acheteur dispose d'un délai maximal de quinze jours calendaires pour notifier par écrit au titulaire sa décision d'admission de l'équipement.

Si le résultat de la vérification est positif, l'Acheteur prend une décision d'admission des prestations.

Si le résultat de la vérification est négatif, l'Acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de quinze jours ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet, après que le titulaire a été mis à même de présenter des observations.

Si l'Acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de quinze jours calendaires mentionné ci-avant, le résultat de la vérification est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

Lorsque l'Acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être évacuées par, l'Acheteur aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

- **L'Admission et le point de départ du délai de garantie**

Si les points précédents ne font mention d'aucune réserve, l'Acheteur établit et signe un procès-verbal d'admission et de mise en service dont un exemplaire est remis au titulaire.

La garantie contractuelle du Titulaire prendra effet à la date indiquée sur ce procès-verbal.

L'admission emporte transfert de propriété de l'équipement à l'Acheteur.

6.2. Opérations de vérification des fournitures autres que les équipements

- **Vérification quantitative**

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Ces vérifications sont effectuées le jour même de la livraison. Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'Acheteur peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

- **Vérifications qualitatives**

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listés sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits et notamment sa qualité, le conditionnement, l'étiquetage.

Ces opérations sont effectuées dans le délai de 15 jours à compter de la livraison des fournitures. La livraison est réputée admise en cas de silence de l'établissement adhérent après ce délai.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit peut être rejeté sans condition de délai. Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement adhérent qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

- **Admission**

Les fournitures sont admises à l'issue des opérations de vérifications prévues ci-dessus.

ARTICLE 7 : GARANTIE CONTRACTUELLE

7.1 Durée de la période de garantie contractuelle

Tous les articles fournis par le Titulaire bénéficient d'une garantie d'une durée contractuelle, pièces, main d'œuvre et déplacements de 12 mois minimum.

Cette durée est susceptible d'être étendue à 3ans en cas de conclusion du marché avec intégration de la PSE obligatoire n°1.

La garantie contractuelle du matériel démarre à compter de l'admission prévue à l'article 6.1 (ci-dessus).

7.2 Etendue des prestations pendant la période de garantie contractuelle

Durant la période de garantie contractuelle, le Titulaire doit une garantie totale, pièces, main d'œuvre, déplacement et frais de port couvrant tout vice de fabrication, contrôle de performance et de fonctionnement de son matériel afin de permettre une continuité d'activité à l'hôpital R. DEBRE.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériels nécessaires.

Pour les logiciels embarqués dans les équipements, sont incluses les évolutions logicielles à fonctionnalité identique, incluant notamment les corrections de bugs, l'évolution des versions et le changement des systèmes d'exploitation.

Toute intervention du Titulaire et/ou de ses sous-traitants d'une durée égale ou supérieure à deux jours calendaires pendant la période de garantie prolongera d'autant le délai initial de la garantie et peut donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

Si le Titulaire décide de fournir des pièces détachées, celles-ci seront des pièces neuves d'origine.

Le Titulaire s'engage à signaler par écrit à l'Acheteur, toute réparation de matériel vétuste ou en mauvais état qui ne garantit pas le bon fonctionnement immédiat de l'équipement.

- **La maintenance préventive pendant la période de garantie contractuelle**

Pendant la période de garantie contractuelle, le Titulaire propose une maintenance préventive de ses matériels comme prévu par les documentations techniques ou au contrat d'entretien. Les frais occasionnés par cette maintenance (main d'œuvre, déplacement, fourniture de pièces et d'accessoires) sont à la charge du Titulaire.

La maintenance préventive pourra être réalisée sur le site de l'Acheteur, ou dans les ateliers du Titulaire. Pendant la période de garantie, chaque intervention de maintenance préventive donnera lieu à un rapport d'intervention transmis au service biomédical de l'Établissement concerné.

- **La maintenance curative pendant la période de garantie contractuelle**

Le Titulaire devra impérativement mentionner le délai maximum contractuel de remise en parfait état de fonctionnement, ceci constituant une obligation de résultat à sa charge. Ce délai court à compter de la date et de l'heure de l'appel téléphonique émanant de l'Acheteur, ou à défaut de la date et heure de transmission d'un courriel.

La réparation peut être effectuée sur place, ou si cela s'avère nécessaire, dans les ateliers du Titulaire. Dans ce cas, il s'engage, si cela lui est demandé, à assurer la mise à disposition de l'Acheteur d'un matériel de remplacement équivalent en parfait état de fonctionnement.

Pendant la durée de garantie, si le Titulaire ne donne pas suite aux demandes d'intervention corrective qui lui sont faites ou ne remplit pas ses obligations de maintenance curative, l'Acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

- **Le remplacement du matériel**

Si tout ou partie du matériel ne peut être réparé et que la mise en jeu de la garantie est fondée, le Titulaire le remplace par un matériel identique neuf, dans les plus brefs délais et sans aucune plus-value financière ni aucun frais à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 8 : FORMATION DES UTILISATEURS

Est à la charge du Titulaire la formation (utilisation, entretien courant et contrôles qualité internes périodiques) des différentes équipes du service utilisateur.

Un plan de formation complet est à planifier. Ce plan de formation doit comprendre :

- Une partie théorique sur l'utilisation de l'équipement et de son logiciel de pilotage ;
- Une partie pratique comprenant à la fois l'utilisation technique de l'équipement en routine, des démonstrations pratiques permettant à l'utilisateur de manier l'équipement.
- La fourniture des documents permettant l'exploitation routinière des équipements : notice d'emploi en langue française, protocole d'utilisation, nomenclature des consommables et accessoires, références des interlocuteurs commerciaux et techniques.

Le bon déroulement de cette formation fait l'objet d'une évaluation tripartite : utilisateurs ou leur représentant, Titulaire et le service utilisateur de l'équipement. Dans le cas où l'évaluation fait apparaître des insuffisances, une nouvelle campagne de formation est planifiée.

ARTICLE 9 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

9.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

9.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (28, 29 et 30 du CCAG FCS ou 30, 31 et 32 du CCAG TIC) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

9.3 Modifications du marché public

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

9.4 Modification de références en cours de marché

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation. En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité de 500 euros HT.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit :

Cette demande de changement devra être faite 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par l'AP-HP.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

9.5 Insertion de prestations nouvelles

L'Acheteur se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'avenant.

9.6 Garantie

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

10.1. Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les

pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

10.2. Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

10.3. Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

10.4. Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

10.5. Diffusion des fiches techniques

Le candidat retenu doit fournir sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché. Elles devront parvenir dans les meilleurs délais, au plus tard un mois, à compter de la réception de la lettre attribuant le projet de marché.

10.6. Vente à des tiers

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché. En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE 11 : FACTURATION – PAIEMENT

11.1. Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Il convient de préciser que l'Acheteur se réserve le droit de ne pas traiter toute facture ne transitant pas par le vecteur Chorus Pro, conformément à l'article 4-I décret n°2016-1478.

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- le n° du bon de commande ;
- le code service de l'établissement ayant passé commande ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

11.2. Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS ou TIC.

En application des dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R 2192-10 et 11 du Code de la Commande Publique

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

11.3 Avances

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R 2191-3 à 19. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

L'avance sera accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5%.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R 2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 14 : PENALITES - RESILIATION

14.1. Pénalités

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 € par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder la somme de 45 000 euros.

14.2. Pénalités de retard et d'indisponibilité

Les pénalités applicables au marché sont calculées selon la formule suivante :

- En cas de non transmission des rapports de réception, de qualification à l'installation, de qualification opérationnelle et de qualification des performances des automates, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard, à compter du délai révolu, accordé par l'Acheteur dans sa lettre de relance, pour transmettre les documents précités.
- En cas de non transmission des rapports de maintenance des automates, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard, à compter du délai révolu, accordé par l'Acheteur dans sa lettre de relance, pour transmettre les documents précités.
- En cas de retard d'approvisionnement sur une commande des consommables captifs, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 1% du montant de la commande par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du marché / de l'accord-cadre.

14.3. Résiliation, Litiges

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG – FCS et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 40.1 et 40.2 du CCAG-FCS.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG – FCS et les dispositions du code de la commande publique (articles L2197-3 et suivants et R2197-1 à R2197-25).

EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 1.3	Article 13.1	Durée du marché
Article 3	Article 4.1	Ordre des pièces
Article 5 et 14.2	Article 41.1	Résiliation
Article 14.2	Article 14	Pénalités pour retard

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.